

Objet : Note visant à définir une politique conjointe de recouvrement ordonnateur comptable des recettes d'Avignon Université.

Cette note a pour objet après un rappel des rôles de chacun sur le traitement des recettes, de renforcer l'efficacité de la chaîne de recouvrement en proportionnant l'action du comptable aux enjeux des créances de l'Université.

1. Sources

*Décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique (articles 10 à 28)

2. Contexte :

Les recettes perçues par l'Université sont de natures diverses et variées. Certaines font l'objet de versements réguliers conformément au calendrier comme la subvention pour charges de service publics (SCSP) ou les versements dans le cadre des Programmes Investissements d'Avenir (PIA).

Les autres ressources sont les droits d'inscription (scolarité, formation tout au long de la vie...), colloques, activités diverses, contrats de recherche, retraite additionnelle fonction publique (RAFP)...

Ces ressources autrement appelées ressources propres doivent faire l'objet d'une attention particulière. Elles viennent abonder, en complément de la SCSP, la trésorerie de l'établissement et contribue par un rapprochement rapide des encaissements et des titres, à la qualité du solde budgétaire.

3. La chaîne de la recette

L'ordonnateur constate les droits, liquide la recette et émet l'ordre de recouvrer. L'ordre de recouvrer fonde l'action de recouvrement quand il est revêtu de la force exécutoire. La formule suivante doit apparaître sur le titre de recette : art L 252 du livre des procédures fiscales « Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du décret 2012-146 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique »).

L'agent comptable effectue le contrôle du titre et le prend en charge en comptabilité ce qui déclenche sa responsabilité sur le recouvrement.

Pour rappel, il n'est plus possible pour les établissements de fixer un seuil d'émission de titre (Décret GBCP) ce qui conduit à l'obligation de constater toutes les recettes quelque soit leur montant. Ce qui pose la question du recouvrement des créances minimales et de leur apurement.

4. La chaîne du recouvrement

Une fois la recette enregistrée en comptabilité, le comptable doit veiller au recouvrement de celle-ci. Le recouvrement peut être amiable ou contentieux.

Le recouvrement amiable se caractérise, suite à la non réception du paiement d'une facture, par l'envoi d'une lettre de relance et/ou d'une mise en demeure.

Si aucun paiement n'est enregistré suite à ces actions, l'agent comptable déclenchera alors le recouvrement contentieux des créances.

Afin d'harmoniser les outils de recouvrement forcé mis à disposition des comptables publics, l'article 73 de la loi de finances rectificative n°2017-1775 du 28 décembre 2017 a créé la saisie administrative à tiers détenteur (SATD).

Recouvrement et politique de poursuites

Depuis le 1^{er} janvier 2019 il est donc possible pour les agents comptables d'EPSCP de saisir entre les mains d'un tiers (employeur, Pôle Emploi, banque) des sommes qu'il détiendrait pour un débiteur.

Si malgré cela, les sommes ne sont pas recouvrées il est possible sur autorisation de l'ordonnateur de recourir à un huissier.

Enfin, en cas d'impossibilité de recouvrement, l'agent comptable demande l'admission en non-valeur afin d'apurer la créance. Pour rappel, le Conseil d'Administration de l'université a autorisé, dans le cadre de la délégation de pouvoir du 16 février 2016, le Président à accepter ou refuser les admissions en non-valeur d'un montant inférieur à 5 000€.

Une politique de recouvrement efficiente repose sur la sélectivité et la proportionnalité des actes de poursuite aux enjeux financiers. En effet les poursuites peuvent s'avérer coûteuses tant pour l'établissement que pour la personne redevable (frais suite à SATD bancaire).

En réponse aux obligations réglementaires et vu la diversité des situations et des débiteurs, il est proposé au Conseil d'Administration les seuils suivants :

Seuils d'engagement des poursuites contentieuses

Lettre de relance : à partir de 10 €

SATD employeur ou Pôle Emploi : à partir de 50 €

SATD bancaire : à partir de 100 €

Saisie par voie d'huissiers : à partir de 500 €

Seuil de présentation des créances non recouvrées en non-valeur

10 € < créances < 50 € : Demande d'admission en non-valeur après envoi infructueux de la lettre de relance

50 € < créances < 500 € : Demande d'admission en non-valeur après envoi infructueux de la lettre de relance, de la mise en demeure et d'une SATD employeur et/ou bancaire.

Créances > 500 € : Demande d'admission en non-valeur après envoi inopérant des, lettre de relance, mise en demeure et SATD ainsi que d'une saisie infructueuse de l'huissier.